

« Le régime de Khartoum se joue de la communauté internationale et poursuit le massacre ».

Michaël CHETRIT et Mahor CHICHE\*



## Qui osera s'attaquer aux vrais coupables ?

« Darfour. Un nom qui sonne comme un aveu d'impuissance collective mâtinée de compassion ». Tels sont les mots de Bernard Kouchner, le tout nouveau ministre des affaires étrangères, en décembre 2006 pour qualifier l'échec de la communauté internationale dans le drame du Darfour, et d'appeler la France à « rompre aussi avec l'impuissance masquée de rodomontades et les attermolements qui nous tiennent lieu de doctrine diplomatique depuis dix ans ».

L'opinion publique française commence à se mobiliser pour le Darfour et les propositions de sortie de crise fusent de toutes parts, étalant au grand jour les différences de vue entre les organisations humanitaires et l'association Urgence Darfour.

Le collectif Urgence Darfour, après avoir longtemps demandé l'intervention des Casques bleus de l'ONU, réclame depuis le mois de mars l'intervention d'une force d'interposition de l'Union européenne au Darfour.

Les ONG Médecins Sans Frontières (MSF), Action Contre la Faim (ACF), et plus récemment Médecins du Monde, mettent en garde contre toute intervention militaire, car il serait « à craindre que l'invasion de l'ouest soudanais se solde par un bain de sang qui n'épargnera pas les civils, (...) sans compter qu'une telle intervention conduira inévitablement à l'effondrement des programmes d'assistance » qui mobilisent 13 000 humanitaires, dont 1000 expatriés (500 français) et 12 000 employés soudanais. Ces avertissements doivent être pris en compte.

Pourtant, comme le souligne MSF, si « les secours remplissent leur objectif premier : fournir une assistance vitale à plus de deux millions de personnes et éviter une catastrophe », ces déplacés « sont dans une très grande précarité. Ils ne circulent en dehors des camps qu'au risque de se faire attaquer ». C'est dire les dangers auxquels sont exposés les darfouris qui ne vivent pas dans les camps, et qui meurent au rythme de 10 000 personnes par mois.

C'est le sens des propos de Bernard Kouchner qui affirmait que « les camps de réfugiés ne suffisent pas », et de souhaiter qu'« à partir du Tchad, avec l'accord du gouvernement de N'Djamena, qu'il nous faut convaincre, des volontaires du secours (puissent) établir un corridor humanitaire sécurisé par la communauté internationale et ravitailler en vivres et en médicaments les populations isolées et terrorisées qui survivent encore. Sinon, dans quelques années, nous nous demanderons pourquoi nous n'avons pas fait assez. »

La contradiction est pourtant là : d'un côté les ONG qui refusent toute intervention militaire intempestive au Darfour, dépendantes qu'elles sont du régime de Khartoum pour mettre en œuvre leurs programmes humanitaires, indispensables à la survie de deux millions et demi de réfugiés, et de l'autre la nécessité d'agir pour porter secours aux darfouris qui meurent en silence en dehors des camps.

Pour l'association Sauver Le Darfour, il n'y a jamais rien eu à attendre ni de l'ONU, immobilisée par un double veto, chinois et russe, ni encore moins de l'Union africaine, dont le Soudan lui-même est membre.

L'intervention des 20 000 Casques bleus prévue par la résolution 1706 du 31 août 2006 du Conseil de sécurité de l'ONU serait évidemment souhaitable. Pour autant, elle reste aujourd'hui subordonnée à un très improbable accord de Khartoum, et comme le souligne MSF, à supposer qu'une telle force de l'ONU puisse se déployer, compte tenu de l'étendue du Darfour, elle pourrait difficilement empêcher les milices pro-gouvernementales d'attaquer les villages isolés.

En dépit de 11 résolutions de l'ONU votées en quatre ans, le régime de Khartoum se joue de la communauté internationale et poursuit le massacre.

Il ne faut donc pas se tromper de cible en se limitant au Darfour. Ici, c'est la dictature en poste à Khartoum qui est en cause, cette junte issue d'un coup d'Etat en 1989 et qui, avec la guerre au Sud-Soudan, a causé près de deux millions et demi de morts en dix-huit ans, soit plus encore que le régime sanguinaire cambodgien de Pol Pot. Trop c'est trop !

Pour se donner des chances de parvenir à une paix durable dans la région, c'est à une démocratisation de l'ensemble du Soudan qu'il faut œuvrer. Pour cela, une mobilisation ferme de la communauté internationale est nécessaire.

Déjà, le 9 mai dernier, la menace à peine voilée de 107 des 435 députés de la chambre des représentants américaine de boycotter les Jeux olympiques de Pékin, allié vital de Khartoum, a incité la Chine à nommer un représentant spécial pour le Darfour.

La France doit donc prendre l'initiative de réunir une conférence internationale d'Etats volontaires, afin d'envisager tous les moyens diplomatiques pour parvenir rapidement à la démocratisation du Soudan, y compris en rassurant la Chine sur ses approvisionnements en pétrole soudanais.

Le peuple soudanais aspire à la vie et à la liberté. Nous avons les moyens de l'y aider.

\* Respectivement Secrétaire national et Président de l'association Sauver Le Darfour, SLD  
[www.sauverledarfour.org](http://www.sauverledarfour.org)

**Le Figaro, 21 mai 2007.**